



Berne, le 18 juin 2020
Fritz Zurbrügg

Remarques introductives de Fritz Zurbrügg

Dans mes remarques introductives, je vais présenter les principaux éléments du nouveau *Rapport sur la stabilité financière* que la Banque nationale suisse (BNS) a publié ce matin.

L'environnement économique et les conditions sur les marchés financiers se sont considérablement détériorés ces derniers mois, dans le monde entier, en raison de la pandémie de coronavirus. Le secteur bancaire suisse est lui aussi touché. Les vastes mesures d'aide prises par les gouvernements et les banques centrales ont entre-temps permis une certaine accalmie sur les marchés financiers. Comme l'a mentionné mon collègue Thomas Jordan, la BNS table, dans son scénario de base, sur une reprise partielle de la conjoncture en Suisse et à l'étranger au second semestre 2020. A l'instar de l'économie dans son ensemble, le secteur bancaire suisse doit néanmoins faire face à des défis majeurs, et ce malgré la reprise attendue.

Globalement, les banques suisses sont en bonne position pour surmonter ces défis. Elles disposent d'une solide dotation en fonds propres, qui leur permet de gérer les risques accrus résultant de l'effondrement économique entraîné par la pandémie.

J'aimerais d'abord examiner la situation des deux banques actives à l'échelle mondiale que sont le Credit Suisse et UBS. Ensuite, je vous présenterai notre appréciation concernant les banques axées sur le marché intérieur. Pour conclure, je me pencherai sur le marché suisse des crédits aux entreprises en me plaçant sous l'angle de la stabilité financière.

Banques actives à l'échelle mondiale

Les chiffres publiés par les deux banques actives à l'échelle mondiale, le Credit Suisse et UBS, portent déjà les premières marques de la pandémie de coronavirus. Au premier trimestre 2020, ces deux établissements ont accru leurs provisions pour pertes sur prêts. Leurs actifs pondérés en fonction des risques ont en outre augmenté, de sorte que leurs ratios de fonds



Conférence de presse

propres ont diminué. Malgré la détérioration de l'environnement, le Credit Suisse et UBS ont réalisé des bénéfices plus importants qu'au trimestre correspondant de l'année précédente.

Dans le cadre du scénario de base, les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus touchent le Credit Suisse et UBS essentiellement de deux manières: premièrement, par une détérioration probable de la qualité du portefeuille de crédit, aussi bien en Suisse qu'au niveau international; et secondement, par un recul vraisemblable des revenus tirés de la gestion de fortune et des activités de banque d'investissement. Ainsi, la correction qui s'est produite sur les marchés des actions a entraîné une diminution des actifs sous gestion. En outre, l'incertitude accrue sur les marchés financiers pourrait réduire la demande émanant des particuliers et des entreprises en vue de transactions sur les marchés des capitaux. Ces facteurs pèsent sur la rentabilité des deux banques actives à l'échelle mondiale. De plus, un accroissement supplémentaire des actifs pondérés en fonction des risques pourrait entraîner une nouvelle diminution des ratios de fonds propres. Dans le scénario de base, les conséquences pour le Credit Suisse et UBS devraient être limitées grâce à la reprise partielle attendue au second semestre 2020 et à la stabilisation sur les marchés financiers.

Une grande incertitude pèse toutefois sur les perspectives des deux banques. La qualité de leurs portefeuilles de crédits est sujette à une détérioration dont l'ampleur dépendra essentiellement de l'importance et surtout de la durée du recul conjoncturel en Suisse et dans le monde. Un nouvel assombrissement des perspectives économiques associé à un regain des turbulences sur les marchés financiers pèserait encore davantage sur la qualité des portefeuilles de crédits et la rentabilité des deux établissements.

Les deux banques suisses actives à l'échelle mondiale sont en bonne position pour faire face aux défis découlant du contexte actuel et soutenir l'économie réelle par leur activité. Cette position favorable résulte du fait que les deux banques ont non seulement réduit les risques auxquels elles sont exposées, mais elles ont aussi et surtout poursuivi leurs efforts pour constituer leurs volants de fonds propres ces dernières années, en application de la réglementation *too big to fail* (TBTF). Les analyses de différents scénarios effectuées par la BNS indiquent que les deux banques seraient en mesure, grâce à leurs fonds propres, de supporter même une évolution de l'environnement économique nettement plus défavorable que celle décrite dans le scénario de base. Ces analyses montrent aussi que le calibrage actuel des exigences TBTF est nécessaire pour garantir une résilience appropriée des deux banques. La période actuelle, caractérisée par une incertitude extraordinaire, fait clairement ressortir l'importance d'exigences réglementaires fortes.

Banques axées sur le marché intérieur

J'en viens à présent aux banques axées sur le marché intérieur. Ces banques doivent elles aussi faire face à une nette détérioration de l'environnement économique du fait de la pandémie de coronavirus.

Même si les répercussions n'en sont encore guère visibles dans les chiffres financiers jusqu'ici disponibles pour ces établissements, il ressort d'indicateurs avancés tels que la

Conférence de presse

hausse des rendements des obligations bancaires que les acteurs du marché tablent seulement sur une légère dégradation de la solidité financière de ces établissements.

Dans notre scénario de base, la pandémie de coronavirus se traduit avant tout, pour les banques axées sur le marché intérieur, par une dégradation de la qualité de leurs portefeuilles de crédits. Le redressement économique partiel attendu au second semestre ainsi que les mesures prises par les autorités devraient contribuer à limiter les effets négatifs pour ces établissements. Une hausse des provisions et des amortissements sur les crédits aux entreprises résidentes est néanmoins vraisemblable. Combinée à la pression persistante à la baisse exercée sur les marges d'intérêts par le bas niveau des taux, cette évolution va sans doute encore peser sur la rentabilité déjà très faible des banques axées sur le marché intérieur. S'il est probable que les banques axées sur le marché intérieur restent rentables dans leur ensemble, il faut néanmoins s'attendre à ce que certains établissements subissent des pertes.

Comme déjà mentionné, les perspectives sont marquées par de grandes incertitudes. Dans ce contexte, les déséquilibres existants sur le marché hypothécaire et sur le marché de l'immobilier résidentiel constituent un défi supplémentaire pour les banques axées sur le marché intérieur. Une récession encore plus forte que prévu pourrait déclencher une correction sur ces marchés. Dans le même temps, les baisses importantes de revenus subies par les ménages et par les entreprises pourraient entraîner une matérialisation du risque lié au dépassement de la capacité financière des emprunteurs. Chacun de ces deux facteurs détériorerait la qualité du portefeuille hypothécaire de ces établissements. A cet égard, les prêts hypothécaires octroyés dans un passé récent apparaissent particulièrement vulnérables, les risques de capacité financière n'ayant pas cessé d'augmenter au cours des dernières années.

Compte tenu de ces défis, les volants de fonds propres dont sont dotées les banques axées sur le marché intérieur constituent un élément décisif de la solidité de ces dernières. Ils contribuent de manière déterminante à la capacité du secteur bancaire à octroyer des prêts et à absorber des pertes, même si les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus avaient un impact plus fort que prévu. Les analyses des scénarios effectuées par la BNS indiquent que les banques axées sur le marché intérieur présentent, dans l'ensemble, une résilience appropriée.

Crédits octroyés par les banques aux entreprises pendant la pandémie de coronavirus

J'en viens à présent à l'évolution du marché suisse des crédits aux entreprises. La capacité des banques à assumer leur fonction de prêteur même lors d'un choc important tel que la pandémie de coronavirus compte parmi les propriétés les plus importantes d'un système financier stable. Les volants de fonds propres et de liquidités requis dans le secteur bancaire jouent dans ce domaine un rôle central. Ils devraient garantir, avec le programme de cautionnements solidaires de la Confédération et la facilité de refinancement BNS-COVID-19, que les petites et moyennes entreprises ont accès aux crédits en vue de remédier aux pénuries de liquidités entraînées par la pandémie de coronavirus.

Conférence de presse

En collaboration avec d'autres institutions suisses, la BNS a mis en place, fin mars, une surveillance bimensuelle du marché des crédits aux entreprises, qui prend en compte des informations tant qualitatives que quantitatives. J'aimerais brièvement exposer les deux principales constatations que nous avons pu faire jusqu'à présent.

Premièrement, le programme de crédits-relais cautionnés par la Confédération et la facilité de refinancement de la BNS ont permis d'approvisionner rapidement en liquidités les petites et moyennes entreprises. En garantissant à ces dernières l'accès à des liquidités, le programme contribue à limiter les effets négatifs subis par les entreprises. Cela devrait aider à limiter la dégradation de la qualité des crédits auprès des banques.

Secondement, il n'y a actuellement aucun signe de pénurie dans le segment des crédits aux entreprises non garantis par la Confédération. Les banques ont certes quelque peu resserré les conditions de ces crédits, mais le taux de refus est comparable à celui qui prévaut dans un environnement économique normal. De telles demandes de crédit sont surtout refusées en cas de doute en ce qui concerne la capacité financière de l'entreprise qui soumet la demande. Les banques n'invoquent que rarement leurs ressources restreintes en termes de fonds propres ou de liquidités pour justifier leur refus.

Sur la base de ces enseignements, il est pertinent d'afficher un optimisme prudent en ce qui concerne l'évaluation de l'aptitude des banques à fournir des crédits et des liquidités aux entreprises même dans ce contexte exceptionnel.